

# L'aquilon

Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 20 numéro 18, 6 mai 2005

Centre scolaire communautaire

## « La communauté va devoir se brancher »

-Yvonne Careen-  
L'idée qu'un centre communautaire puisse se greffer à une éventuelle nouvelle école francophone ne fait toujours pas l'unanimité.

Page 3

Poursuite de l'APADY

## Le ministre reste prudent

Charles Dent pèse ses mots pour commenter la poursuite intentée par l'APADY et une coalition de demandeurs contre le gouvernement des TNO.

Page 6

## Imperial fait tressauter le pipeline et sa suite

La décision d'Imperial Oil d'interrompre l'exécution du projet gazier du Mackenzie soulève bien des commentaires.

Page 7

## Inutile, le protocole de Kyoto ?

Des scientifiques affirment que les émissions de CO<sub>2</sub> ne sont pas responsables du réchauffement planétaire. Un expert local en changements climatiques n'y croit pas.



Batiste W. Foisy / L'Aquilon

Jeanne Arsenault et Sophie Léger ont prêté leurs voix à l'environnement. Elles chantaient à l'occasion de l'encan silencieux annuel d'Ecology North.

### Ententes Canada-communautés

# La FCFA rejette la dernière offre de Patrimoine canadien

Stienne Alary

Réunis à Ottawa, le 1<sup>er</sup> mai dernier, dans le cadre d'une réunion spéciale, les membres du Conseil national des présidents et présidentes (CNPP) de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada ont rejeté la dernière offre du Patrimoine canadien.

Cette offre proposait une entente de trois ans assortie d'une augmentation de 10 % effective dès la 1<sup>ère</sup> année. « Nos membres ne pouvaient pas accepter cette offre qui est vue, par plusieurs, comme un statu quo », de souligner le président de la FCFA du Canada, Georges Arès.

Rappelons que la FCFA demandait et demande toujours à ce que les Ententes Canada-communautés soient bonifiées de 24 millions, à 42 millions de dollars par année, alors que le ministère a plutôt offert une majoration de 10 % pour la

prochaine année.

Comme le fait remarquer M. Arès, le 10 % que propose Patrimoine canadien ne constitue pas une nouvelle injection d'argent, mais plutôt des sommes que l'on retrouve dans le Plan d'action pour les langues officielles. « Nos membres ont vu ce geste comme prendre de l'argent à Pierre pour le donner à Paul », indique-t-il.

La contre-offre de la FCFA demeure donc la même. « Nous voulons une augmentation substantielle pour l'année en cours », évoque M. Arès tout en demeurant évasif sur le pourcentage souhaité.

Ce dernier soutient que les membres seraient prêts à accepter qu'une portion des sommes dont dispose Patrimoine canadien dans le Plan d'action soit versée dans les ententes. La balance de l'offre « substantielle » devrait provenir du budget du ministère.

Pour ce qui est d'une offre bonifiée pour l'année 2006-2007 et les années à venir, le président de la FCFA est prêt à collaborer avec le ministère pour développer un document de travail qui servirait d'outils de revendication auprès du ministre des Finances.

« Nous, on avait développé un argumentaire qui a été présenté lors d'Équipe francophonie en novembre dernier (rencontres sur la Colline parlementaire entre des membres de la communauté et des députés, hauts fonctionnaires, etc.). Cependant, ce document a été fait uniquement de notre côté et Patrimoine souhaite que l'on travaille ensemble dans ce dossier », fait remarquer un M. Arès très réceptif aux doléances du bailleur

FCFA

Suite en page 2

Sommaire	
Éditorial	Page 4
Horoscope	Page 12
Mots croisés	Page 12
Offres d'emploi	Page 11



# ÉCHOS

des T.N.O.

Batiste W. Foisy

## Ventriloque

Il y a un spectacle en français, ce soir (vendredi), à Yellowknife ! La ventriloque québécoise Lise Maurais et sa fidèle marionnette Virus seront à l'école William MacDonald, à 19 h. Le spectacle est présenté gratuitement à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire du programme d'immersion française de la Commission scolaire #1 de Yellowknife.

## Carte de membre

Nous sommes en mai, c'est le moment de renouveler votre adhésion à l'Association franco-culturelle de Yellowknife. L'adhésion vous permet d'emprunter des livres et des vidéos à l'AFCY et vous donne un accès gratuit aux ordinateurs de l'Association ainsi que le droit de vote aux assemblées générales, un abonnement d'un an à *L'Aquilon* et des réductions de prix lors de divers événements de l'Association. Notez que les personnes qui ont adhéré à l'AFCY après le 31 janvier 2004, n'ont pas à renouveler leur adhésion cette année. La carte de membre coûte 20 \$ par personne ou 30 \$ pour la famille.

## Négociateur Akaitcho

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada a nommé un nouveau négociateur en chef pour le processus Akaitcho. Dennis Wallace remplace John Gill à la table de négociations Akaitcho. Ancien sous-ministre adjoint aux Affaires indiennes, M. Wallace a plus de 30 ans d'expérience auprès des Premières nations. Les négociations relatives au processus Akaitcho touchent quatre communautés situées aux abords du grand lac des Esclaves : Deninu Kue (Fort Resolution), Lutsel K'e, Ndilo et Dettah. Les premières nations Akaitcho comptent environ 2 500 Dénés.

## Le cri du huard

L'exposition bilingue *Le cri du huard* est présentée jusqu'en juin au Musée du patrimoine septentrional Prince de Galles, à Yellowknife. Basée sur une exposition itinérante provenant du Musée canadien de la nature, *Le cri du huard* vous introduira dans l'univers du palmipède à la noble encolure.

## Congrès du NPD

En vue des éventuelles élections, l'association du comté de Western Arctic du Nouveau parti démocrate (NPD) tiendra son assemblée d'investiture, le 16 mai, au Northern United Place de Yellowknife, à 19 h. Au moment d'écrire ces lignes, un seul militant néo-démocrate avait signifié son intention de briguer les suffrages, Dennis Bevington qui avait récolté près de 40 % des voix lors de la dernière élection fédérale. Bevington avait été battu par l'actuelle députée de western Arctic, Ethel Blondin-Andrew, par 53 voix seulement.

## FCFA

Suite de la page 1

de fonds.

Le président de la FCFA ne cache pas que la rencontre du CNPP du 1er mai dernier a été chaotique par moment : « Les membres sont extrêmement déçus et fâchés de l'offre de Patrimoine canadien », lance-t-il.

Cette frustration pour-

rait se manifester lors d'éventuelles élections fédérales. « Oui, de notre côté, il y avait certaines craintes reliées à une éventuelle campagne électorale, mais les membres ne sont pas prêts à plier à cause de ce risque politique. Les risques, on les connaît. Cependant,

il est plus prioritaire pour nos membres d'avoir les ressources financières nécessaires pour faire du développement communautaire », explique Georges Arès.

Cerisque est également présent pour les députés libéraux. « Il y a un risque politique pour le gouver-

nement dans la façon de faire les choses », déclare M. Arès en faisant allusion aux présentes négociations que mène Patrimoine canadien. « Cela pourrait devenir un enjeu d'une éventuelle campagne et pourrait amener une participation active des communautés », signale-t-il.



« Dans la toundra la mort n'arrive jamais. Elle est déjà là. »  
-Richard Desjardins

Patrice Lapointe

LE 5 MAI, C'EST LA JOURNÉE DES SAGES-FEMMES

## METTRE L'ACCENT SUR LE MIEUX-ÊTRE UNE VIEILLE TRADITION RENÂÎT!



LESLEY PAULETTE, BA, RM - FORT SMITH

« Depuis la nuit des temps, les sages-femmes font partie de l'expérience humaine », dit Lesley Paulette. Lesley est une sage-femme autochtone de descendance mohawk, qui vit à Fort Smith depuis 1982. Depuis qu'elle a réintroduit la profession de sage-femme à Fort Smith, en 1993, elle a fait campagne pour ramener la tradition de sage-femme et les accouchements à la maison dans les Territoires du Nord-Ouest.

« Je suis devenue sage-femme parce que c'est important d'honorer les femmes et de les aider à accoucher », de dire Lesley. « C'est une pratique importante qui peut contribuer à la santé des familles et des communautés ».

La renaissance de la profession de sage-femme à Fort Smith a influencé l'adoption d'une loi sur la profession de sage-femme aux TNO, en 2003. Avec la sage-femme Gisela Becker, Lesley travaille présentement pour l'Administration des services de santé et des services sociaux de Fort Smith. « Tout en se conformant aux soins primaires communautaires, éventuellement, j'aimerais que les femmes de partout aux TNO aient le choix d'accoucher aussi près de leur famille que possible. »

**Les soins communautaires primaires, c'est un travail d'équipe. Vous faites partie de notre équipe.**



Territoires du Nord-Ouest Santé et Services sociaux

Le 5 mai, c'est la Journée des sages-femmes. Les sages-femmes aident les femmes à jouer un rôle actif dans l'accouchement. Les sages-femmes savent que si on a des mères en santé, elles donnent naissance à des bébés en santé, et prennent bien soin d'eux quand ils grandissent. Cela aura également une grande influence sur la santé de tous les membres de la famille. Les sages-femmes suivent les femmes enceintes pas à pas, leur font régulièrement des examens, les aident à choisir des aliments sains et à faire régulièrement de l'exercice, et les préparent à tous les aspects de l'accouchement, incluant l'aide à l'allaitement et des conseils au cours de la première année du bébé.



## Centre scolaire communautaire

# « La communauté va devoir se brancher »

-Yvonne Careen-

**L'idée qu'un centre communautaire puisse se greffer à une éventuelle nouvelle école francophone ne fait toujours pas l'unanimité.**

*Batiste W. Foisy*

La présidente de l'Association des parents ayant droit de Yellowknife (APADY), Yvonne Careen, presse les francophones de la capitale de prendre position au plus tôt dans le dossier du centre communautaire.

Avec le dépôt, le 22 avril, d'une poursuite contre le gouvernement des TNO demandant qu'une nouvelle école francophone soit construite à Yellowknife, l'APADY estime que c'est le moment ou jamais de trancher. « Dans la poursuite, nous avons laissé ouverte la possibilité que la nouvelle école fasse partie d'un centre scolaire communautaire », indique Mme Careen. « Le gouvernement va vouloir savoir ce que nous désirons. La communauté va devoir se brancher. » À *L'Aquilon*, elle confie que, selon elle, la communauté dispose de moins de six mois pour formuler une position définitive.

C'est dans le cadre d'une soirée d'information sur les centres scolaires communautaires que Mme Careen a fait ces déclarations. La présentation du directeur du centre scolaire communautaire de Legal en Alberta, David Fréchette, avait pour but à peine voilé de créer un consensus en faveur d'un édifice qui réunirait sous un même toit les services communautaires en français et l'école francophone.

Or, à l'issue de la présentation, le président de l'Association franco-culturelle de Yellowknife, Martin Dubeau, était toujours aussi dubitatif. « Nous avons de la misère à faire vivre des petits projets de 2 000 piastres. Est-ce que nous sommes capable de soutenir un centre communautaire ? », a-t-il demandé à l'assistance d'une vingtaine de personnes.

M. Dubeau souligne qu'un des principaux problèmes rencontrés par la communauté francophone de Yellowknife est le faible taux de participation aux activités.

qu'elle n'aurait jamais assisté à cette rencontre si elle n'était pas un parent.

Un point de vue qui semblait être partagé par le président de la Fédération Franco-Ténoise, Fernand Denault. « Les parents vont tenir le centre en visibilité



Photos : Batiste W. Foisy

David Fréchette

et lui donner un achalandage », présume-t-il. Il ajoute qu'un édifice unique pour l'ensemble des institutions francophones de Yellowknife solidifiera les liens de la communauté. « En ce moment, nous sommes tous éparpillés, mais nous ne sommes pas fait pour être isolés. »

### Vision de rêve



Il pense qu'il serait malvenu de construire un centre communautaire greffé à l'école francophone sans avoir l'assurance qu'il sera pleinement utilisé. « Moi aussi j'aimerais ça avoir un beau centre communautaire avec une grande salle, une cuisine et des espaces pour les organismes, dit-il. Mais il va falloir que le monde y aille. »

Claude St-Pierre, co-demandeur dans la poursuite pour la construction d'une nouvelle école francophone, pense au contraire qu'un centre scolaire communautaire contribuera à impliquer les francophones. « C'est l'offre qui va créer la demande », dit-il, insinuant que les francos seront naturellement intéressés à utiliser le centre s'il est attrayant.

Pour sa part, Roxane Poulin, mère d'un enfant fréquentant l'école Alain St-Cyr, pense que la meilleure façon de rejoindre la communauté est de miser sur le scolaire. Un futur centre communautaire aura, selon elle, plus de succès s'il est rattaché à l'école. « Si vous voulez attirer des nouveaux visages, vous avez intérêt à impliquer les enfants », déclare celle qui affirme

David Fréchette de Legal en Alberta a présenté à l'assistance une vision idyllique des centres scolaires communautaires. Pour cet homme qui a participé à la fondation de deux de ces centres, cette formule est l'outil de prédilection pour préserver l'identité francophone en milieu minoritaire.

« Maintenant nos enfants sont beaucoup plus fiers d'être francophones », constate celui qui raconte être né dans un village du Manitoba « où on nous assimilait ». Selon lui, l'établissement du centre communautaire a été l'élément déclencheur du renouveau francophone de Legal. Un renouveau tel qu'en 2000, Legal est devenu la deuxième ville officiellement bilingue en Alberta.

Le centre scolaire-communautaire, a-t-il surtout plaidé, permet de bâtir l'identité des jeunes en les mettant en contact constant avec la culture francophone. Il contribue également à l'enracinement des plus vieux en leur donnant un espace pour vivre pleinement leur langue.

En outre, M. Fréchette raconte qu'à Legal le centre scolaire communautaire a réussi à rapatrié des fran-

cophones qui évitaient la communauté auparavant. Le centre a aussi redoré le blason de la communauté. « Les francophones sont devenus les meneurs de la communauté, raconte-t-il. Avant, nous étions les brasseurs de merde. »



## APPEL DE DEMANDES DU CRTC

Canada

Le CRTC annonce qu'il a reçu une demande de licence de radiodiffusion en vue d'offrir un service de radio commerciale à Grande Prairie et invite la soumission de demandes d'autres parties intéressées à obtenir une licence (ou licences) afin de desservir cette région. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter l'avis public. Toute personne intéressée devra déposer sa demande au CRTC, Ottawa (Ont.), K1A 0N2 ou à un des bureaux régionaux, au plus tard le **12 juillet 2005**. Toute information soumise, incluant votre adresse courriel, votre nom ainsi que tout autre renseignement personnel que vous nous aurez fourni, sera disponible sur le site Internet du CRTC. Pour plus d'informations : 1-877-249-CRTC (sans frais) ou Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. Document de référence : Avis public CRTC 2005-30



Conseil de la radiodiffusion et  
des télécommunications canadiennes

Canadian Radio-television and  
Telecommunications Commission

## Avis public

Le conseil a apporté des changements à ses règles de procédure et invite les personnes intéressées à lui soumettre par écrit leurs commentaires à l'égard de ces changements d'ici le 3 juin 2005.



Pour de plus amples détails,  
composez le (867) 669-0506  
ou envoyez un courriel à  
[mvlwbpermit@mvlwb.com](mailto:mvlwbpermit@mvlwb.com).  
[www.mvlwb.com](http://www.mvlwb.com)



Nous aidons les habitants et les entreprises de la vallée du  
Mackenzie à mettre les ressources en valeur de façon responsable.

## Lancer votre carrière

*vers de nouveaux sommets!*

J'ai le meilleur emploi au monde. Je suis un pilote de brousse et je ne me vois pas faire autre chose. Une journée, je peux livrer l'épicerie dans un camp isolé de la toundra et le lendemain, je peux déposer des employés de mines de diamants à



Jeffrey Bowden  
pilote

leur travail ou transporter des fournitures médicales d'urgence dans un hôpital communautaire. Depuis mon tout jeune âge, je sais que je veux explorer la nature et rencontrer des gens. Si j'avais occupé un poste dans un bureau, je n'aurais jamais eu la chance de voir des troupeaux de bœufs musqués, un loup solitaire ou un grizzly avec son ourson. L'aide financière fournie par le Programme de perfectionnement professionnel en aviation m'a permis de trouver l'emploi que je désirais.

## Programme de perfectionnement professionnel en aviation

Pour plus de renseignements,  
veuillez communiquer avec :

Agent des opérations et  
de la formation  
Division des aéroports  
Ministère des Transports  
(867) 873-7161



CANADIAN NORTH





# Éditorial

## Si t'as pas de clôture...



Alain Bessette

Finale<sup>ment</sup> une bonne nouvelle! Après quelques journées de grisaille où une bonne partie de l'attention du public canadien était tournée vers le scandale des commandites et ses répercussions politiques, voilà qu'une petite percée de soleil se pointe à l'horizon Impérial annonce l'interruption de certaines activités du projet d'exploitation du gaz du Mackenzie.

Bonne nouvelle?

Oui! Car trop de questions restent encore en suspens dans ce dossier. En résumé, ce que la compagnie passe comme message c'est : « On trouve que ça va pas assez vite pour prendre notre gaz et l'envoyer en Alberta ». Et c'est là que le problème commence.

Notre gaz! Il y a toute une série de règles juridiques, de pouvoir constitutionnel et de partage de compétences au Canada quant aux droits de propriété des ressources naturelles, en commençant par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, ou des gens du triangle Toronto-Montréal-Ottawa avaient décidé que les ressources naturelles appartiendraient aux gouvernements provinciaux dans les provinces et au gouvernement fédéral dans les Territoires. Le droit des Premières nations dans ce premier acte d'expropriation? Disons simplement que moins de 20 ans plus tard, Louis Riel allait être pendu pour avoir été mêlé à la rébellion des Autochtones de l'Ouest. Ils avaient tout juste le droit de chasser et de pêcher s'ils ne dérangent pas trop les voisins, derrière leurs clôtures.

À qui ça appartient ce pétrole? C'est pas parce qu'il n'y a pas de clôture ou de bout de papier signé que c'est à personne. Les gisements en question sont sur des terres invaluées et glich'in et c'est d'abord à eux de décider le sort de ces gisements.

Une fois cette question résolue, il y a ensuite toute la controverse autour du tracé du pipeline qui passera, encore une fois, sur des terres qui ne sont pas clôturées; les terres du Sahtu, celles du Deh Cho et finalement celles du Déné Tha (en Alberta). Mais voilà qui déplaît aux promoteurs du pipeline: ces groupes autochtones insistent pour poser des conditions avant d'accorder un droit de passage. Les terres du tracé n'appartiennent ni aux gouvernements, ni aux pétrolières, ni aux Autochtones du Delta du Mackenzie, ni à des groupes de pression du Sud. C'est aux gens du Sahtu, du Deh Cho et du Déné Tha de prendre la décision.

Avec la Constitution de 1982, la donne a changé. C'est maintenant un droit fondamental des peuples autochtones que de s'autodéterminer, clôture ou pas clôture. Même si les grandes pétrolières sont les propriétaires (sic) d'un gouvernement provincial (l'Alberta) et espèrent bientôt être les propriétaires d'un gouvernement fédéral (advenant une victoire des troupes de Harper), le sort du pipeline appartient aux Autochtones du Nord, point final.

Mais rassurez vous, c'est juste du chantage, un son de cloche discordant dans l'allégresse économique du Nord. Y'a trop de milliards en jeu pour ça.



Batiste W. Foisy / L'Aquilon

Cette bouteille à la mer attends patiemment la fonte des glaces du Grand lac des Esclaves pour porter son message... de rien du tout.

## Je m'abonne!

	1 an	2 ans
Individus :	30 \$ <input type="checkbox"/>	50 \$ <input type="checkbox"/>
Institutions :	40 \$ <input type="checkbox"/>	70 \$ <input type="checkbox"/>

TPS incluse

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Votre abonnement sera enregistré à la réception du paiement.

Adressez votre paiement au nom de L'Aquilon :  
C.P. 1325, Yellowknife, NT, X1A 2N9

### L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9  
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-2158  
C.P. 4612, Hay River, NT, X0E 0R0  
Tél. : (867) 444-2242, Téléc.: (867) 874-2158  
Courrier électronique : [aquilon@internorth.com](mailto:aquilon@internorth.com)  
Sur le web : [www.aquilon.nt.ca](http://www.aquilon.nt.ca)

Rédacteur en chef : Alain Bessette  
Journalistes : Batiste W. Foisy

Collaborateurs et collaboratrice :  
Geneviève Harvey

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. L'Aquilon est la propriété de la Fédération Franco-Ténoise par le biais de la société les Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abrégier tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

**APE**  
Association de la presse francophone

**repco-média** 1-800 411-7486  
Agence de représentation média

### LA GRANDE SÉDUCTION

OUBLIONS LE PASSÉ, CHÉRI... TU SAIS BIEN QUE JE T'AIME !

DONNE-MOI, UNE CHANCE, MON COCO, ET TU NE LE REGRETTERAS PAS, JE TE LE PROMETS !



... EN PLUS, IL FAUT PAYER !

GAFF-652





Faire l'objet de ou être l'objet de?

# Quelques réflexions sur le verbe faire



Annie Bourret

Je ne sais jamais s'il faut utiliser le verbe être ou le verbe faire avec le mot objet. Dit-on *être l'objet d'une enquête* ou *faire l'objet d'une enquête*? L'autre jour, en conversation, une traductrice m'a indiqué avec beaucoup de certitude que l'expression correcte était *faire l'objet de*. Cela m'a intriguée, parce que je n'arrivais pas

à me convaincre du caractère fautif de *être l'objet de*. Résolue à en avoir le cœur net, j'ai donc décidé de me taper la lecture des quatre colonnes touffues consacrées au verbe faire dans *Le Petit Robert*.

Eh bien, je n'ai pas trouvé d'expression *faire l'objet de*. Mais avant de passer à la lecture de l'article objet, la richesse sémantique du verbe faire, même si elle semble évidente, m'a fait de l'effet : ses huit sens principaux donnent lieu à plus de 120 acceptions, expressions figurées et locutions proverbiales.

Plus un mot a d'acceptions (signification précise et acceptée dans l'usage), au propre comme au figuré, plus il est polysémique en jargon de linguiste. Par exemple, pour le sens d'« exercer une activité

suivie », on peut citer les acceptions *faire des études* ou *faire de la prison*. Les deux tournures sont des périphrases, cependant la première pourrait être remplacée par *étudier*, ce qui n'est pas le cas de la seconde, car il n'existe pas de verbe prisonner.

Plusieurs autres locutions pourraient aussi illustrer ce phénomène, comme *faire des mouvements* et *faire de la mousse*, qu'on peut considérer comme synonymes de bouger et de mousser. Par contre, aucun verbe ne remplace *faire ses valises* et *faire ses dents*. Il faut aussi mentionner les cas comme *faire des bénéfices*, où on sent bien la relation de forme et de sens avec le verbe bénéficier, sans que ce dernier ne puisse exprimer cette acception. Le même commentaire

est valable pour *faire la gueule* et *gueuler*.

Deux facteurs expliquent cette abondance : l'ancienneté (on a retrouvé des attestations dans le tout premier texte écrit en français qui date de 842) et le fait d'exprimer l'action à l'état pur, ce qui lui donne une grande «élasticité» sémantique.

En continuant à fouiller, j'ai trouvé pourquoi la première syllabe des formes confuguées *nous faisons*, *je faisais*, *nous faisions* et *vous faisiez* se prononce fe et non pas fê comme

dans je fais ou vous faites. Selon Littré, il s'agit d'une prononciation fautive et condamnée à Paris au XVI<sup>e</sup> siècle, mais qui est restée en vogue. Voilà un héritage dont nous aurions bien pu nous passer.

Nous pouvons aussi nous passer des anglicismes *faire du sens* (*to make sense*) et *faire application* (*to make an application*). Le verbe faire n'entre pas dans les tournures correctes, qui sont *avoir du sens* et *faire une demande d'emploi*.

Pour en revenir à mon

hésitation, après avoir consulté à l'article consacré au mot *objet* dans *Le Petit Robert* et quelques autres dictionnaires comme *Le Multidictionnaire*, j'ai découvert que les deux verbes sont acceptés pour exprimer le fait qu'on subit quelque chose (être l'objet d'une mise à pied ou faire l'objet d'une mise à pied).

Faites parvenir vos commentaires à a-bourret@home.com ou au journal.

Aide mondiale à l'éducation

## Un «C» pour le Canada

(APF) - L'organisme «Campagne mondiale pour l'éducation», une coalition d'organismes de développement et de syndicats de plus de 100 pays, a publié, le 25 avril dernier, son « bulletin scolaire » relativement à la contribution des pays à l'éducation.

Ce rapport, intitulé *Missing the Mark* confère au Canada le 7<sup>e</sup> rang avec une note de 65 %. Le Canada se classe loin derrière la Norvège, à qui l'organisme a attribué la note parfaite de 100%. Les Pays-Bas obtiennent aussi une note de « A » avec un résultat de 95 %.

« Il y a trois ans, les dirigeantes et dirigeants du monde entier ont promis de fournir le financement requis pour permettre à chaque enfant d'aller à l'école. Le Canada a

bien réussi à certains égards, mais il est loin d'avoir atteint le but qu'il s'est fixé », a réagi Terry Price, présidente de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants.

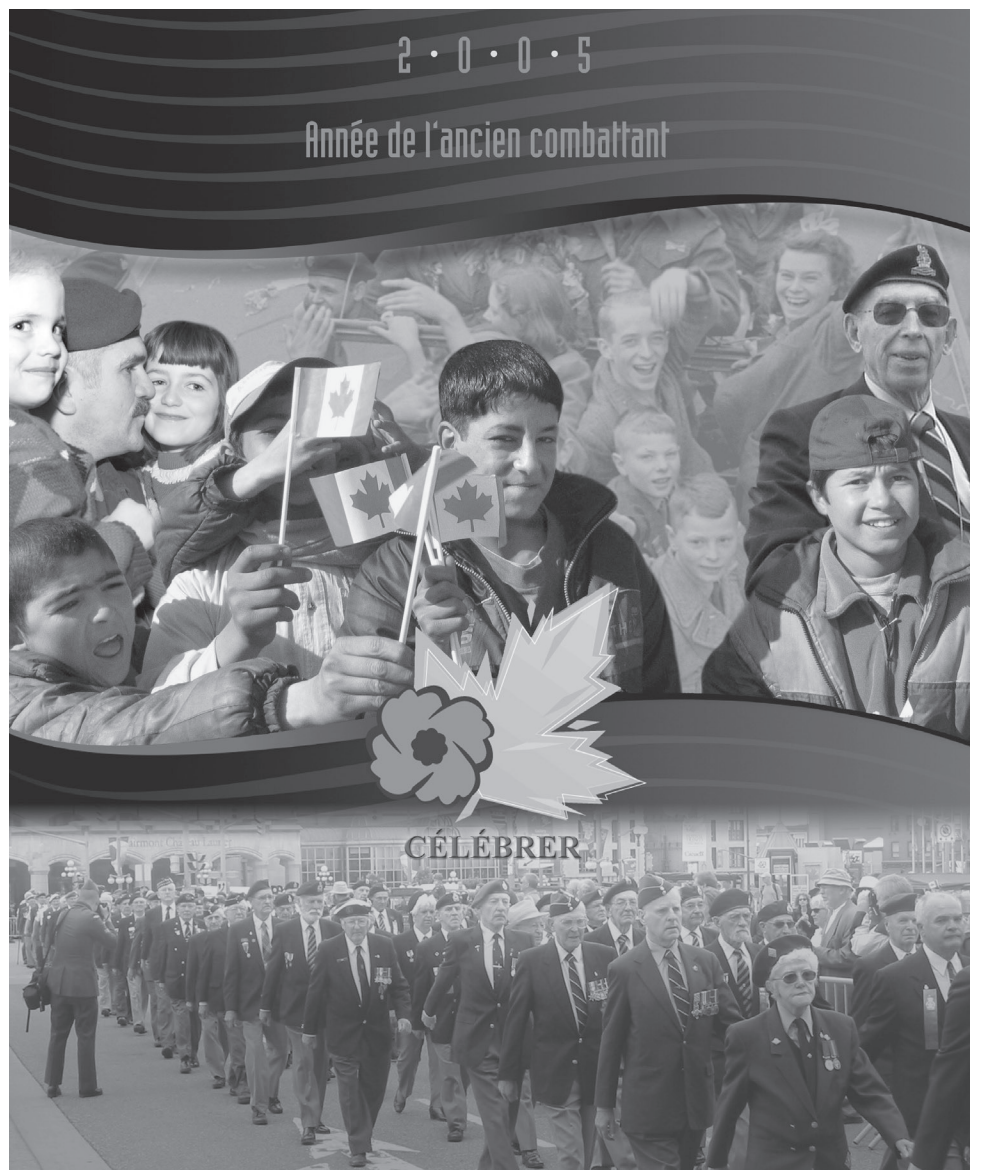
Le Canada a obtenu sa note de « C » grâce à la coordination de son aide avec celle d'autres pays donateurs. De plus, le Canada se classe au-delà de la moyenne pour ce qui est du financement de sa juste part de l'accès à l'éducation primaire.

Là où le Canada doit s'améliorer, c'est au niveau de la quote-part des sommes totales nécessaires. En effet, malgré un engagement d'investir 555 millions de dollars canadiens d'ici 2007, cette contribution demeure bien en deçà de cette quote-part.

Selon l'organisme mondial, il manque actuellement un total de 1,7 milliard de dollars américains par année pour que la contribution des pays donateurs atteigne les 5,6 milliards de dollars américains requis pour permettre à chaque enfant d'aller à l'école.

Pour le Canada, compte tenu de sa taille et de son économie, la contribution annuelle devrait être de 200 millions de dollars américains par année, ce qui représenterait 25 % de plus que le montant versé en 2003.

Malgré tout, le Canada fait mieux que cinq autres pays du G8 qui, pour leur part, se retrouvent dans la moitié inférieure de la classe et obtiennent une note globale de « D ». Les États-Unis occupent la dernière place.



Certaines photos gracieuseté du Ministère de la Défense nationale

**Le 8 mai, venez célébrer le 60e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale.**

Visitez **canada.gc.ca** ou composez le **1 800 0-Canada** (1-800-622-6232, ATS 1-800-465-7735) pour connaître les activités qui ont lieu dans votre région.



Anciens Combattants  
Canada

Veterans Affairs  
Canada

www.vac-acc.gc.ca

Canada



## Poursuite de l'APADY

# Le ministre reste prudent

Charles Dent pèse ses mots pour commenter la poursuite intentée par l'APADY et une coalition de demandeurs contre le gouvernement des TNO.

Batiste W. Foisy

« Je dois être très prudent dans ce que je dis quand ils s'agit d'un dossier devant la Cour », affirme d'emblée le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation et responsable des langues officielles, Charles Dent. À l'invitation de *L'Aquilon*, il a commenté la poursuite intentée le 22 avril contre son gouvernement par coalition de demandeurs menée par l'Association des parents ayants droit de

Yellowknife (APADY).

Rappelons que les demandeurs – l'APADY, la Fédération Franco-Ténoise, la garderie Plein soleil, Claude St-Pierre et Yvonne Careen – reprochent au gouvernement de ne pas respecter le droit à l'instruction dans la langue de la minorité. Les infrastructures scolaires francophones de Yellowknife, argumentent-ils, sont inadéquates et n'offrent pas un service équivalent à ce qu'offrent les écoles anglophones.

Le ministre Dent doute que la voie judiciaire soit l'avenue la plus salubre pour répondre aux besoins des enfants. « La position que j'ai exprimée lors de l'Assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-Ténoise, quand j'ai été appelé à commenter l'autre poursuite [concernant l'offre des services en français], n'est pas différente de mon sentiment quant à la présente poursuite », déclare-t-il. Lors de cette assemblée, il avait déclaré que la

poursuite sur les services en français constituait un « empêchement » à la collaboration entre le gouvernement et la FFT.

Selon le ministre, ces dernières années les TNO ont fait « d'énormes progrès » en matière d'enseignement en français langue première. « Il y a dix ans nous n'avions pas la Commission scolaire francophone de division, nous n'avions pas l'école Allain-St-Cyr, nous n'avions pas l'École Boréale. Depuis dix ans, nous avons indiscutablement fait des progrès en matière d'éducation en français langue première aux Territoires du Nord-Ouest », assure-t-il.

En ce moment même, ajoute-t-il, son ministère

travaille de concert avec la Commission scolaire francophone de division à l'élaboration d'un plan d'agrandissement pour l'école Alain St-Cyr. « Nous espérons pouvoir présenter ce plan à Patrimoine Canadien », annonce-t-il. Un plan similaire sera ensuite élaboré pour l'École Boréale, toujours en construction.

## Ententes en éducation

Dans un autre ordre d'idées, le ministre a indiqué que les négociations étaient encore au point mort avec Patrimoine canadien en ce qui a trait au renouvellement des Ententes en éducation dans la langue de la minorité.

La gronde qui ébranle le gouvernement mino-

ritaire de Paul Martin et cloue tous les députés fédéraux à leur siège de la Chambre de communes, n'est pas de nature à faciliter les négociations, estime Charles Dent. « Le *timing* est plutôt critique, concède-t-il sans pouvoir réfréner un ricanement. Honnêtement je ne sais pas quand cela se règlera. »

« Nous sommes déterminés à aller de l'avant. Nous avons fait savoir à Patrimoine canadien que nous voulons entamer les négociations dès maintenant. Mais, à ce jour, nous n'avons pas reçu d'invitation », ajoute-t-il.

« Si nous pouvions régler cela avant une élection, je serais extrêmement heureux. »

## CHRONIQUE TNO SANTÉ

Par : Jean de Dieu Tuyishime, coordonnateur  
Réseau TNO Santé en français

### L'alcoolisme, un excès ou une maladie?



Avant, on déterminait que quelqu'un était alcoolique en décrivant son état : « quelqu'un qui boit trop ». Ce n'est pas parce qu'on boit tous les jours qu'on est alcoolique et ce n'est pas parce qu'on ne boit pas tous les jours qu'on ne l'est pas. L'alcoolisme est une maladie primaire et chronique dont les composantes génétiques, psychosociales et environnementales déterminent le développement et les manifestations. La plupart des aspects de l'alcoolisme renforce le concept de « maladie ».

Même si les recherches continuent pour élucider les causes de l'apparition de cette maladie, on sait maintenant que l'alcoolisme est relié à certains facteurs comme :

- Une prédisposition génétique (60 à 70%). Des études ont démontré qu'il y a plus de chance d'être alcoolique lorsque l'un des parents souffre d'alcoolisme.
- Des facteurs psychologiques et sociaux jouent un rôle, comme l'anxiété, des difficultés relationnelles, une faible estime de soi, l'accessibilité et la tolérance sociale envers l'alcool, la pression de l'entourage et un mode de vie particulièrement stressant.

L'alcoolisme se caractérise par le besoin compulsif de boire de l'alcool, l'incapacité à limiter sa consommation, la dépendance physique (symptômes de manque en l'absence de consommation) et la tolérance, c'est-à-dire le besoin constant d'augmenter les doses pour atteindre l'effet recherché. Ces symptômes sont souvent accompagnés de troubles physiques et psychologiques.

L'abus d'alcool affecte tous les systèmes de l'organisme. Ses effets sur la santé sont donc multiples. La malnutrition, la perte d'équilibre, les maladies du foie (hépatite et cirrhose), la pression artérielle élevée, la faiblesse des os et des muscles, l'arythmie cardiaque, l'anémie, le manque de résistance du système immunitaire, les troubles du système gastro-intestinal, l'hypoglycémie, la pancréatite et l'infertilité n'en sont que quelques-uns. L'alcoolisme durant la grossesse est responsable du syndrome d'alcoolisme fœtal, reconnu comme une des premières causes évitables de malformations congénitales et de retard de développement infantile au Canada. L'abus d'alcool n'entraîne pas que des troubles physiques. L'alcoolisme est souvent responsable de problèmes matrimoniaux, de violence familiale, de difficultés relationnelles et de chômage, sans compter son implication dans les accidents routiers, les blessures, les crimes violents et le suicide.

Quand l'alcoolique est en souffrance, c'est à ce moment-là qu'il faut lui proposer de l'aide. Il faut s'abstenir de juger quelqu'un qui se juge lui-même déjà énormément. Par contre, il est important d'aller chercher de l'aide extérieure à la famille, pour aider le malade à sortir de l'isolement. Inciter l'alcoolique à se rendre dans une clinique de désintoxication. C'est la chose la plus importante, parce que la honte est un sentiment extrêmement difficile à supporter et très dévastateur quand il est totalement intériorisé. Chercher des groupes de support dans la communauté.

Lorsque la personne alcoolique est en période de rémission, privilégier une alimentation équilibrée basée sur le Guide alimentaire canadien avec suppléments de vitamines et minéraux visant à corriger les carences causées par un excès chronique d'alcool. Éviter l'excès de caféine.

La Chronique TNO Santé est préparée par le Réseau TNO Santé en français et se veut un espace d'échanges et de conseils utiles pour nous responsabiliser et nous maintenir en meilleure santé. Vous pouvez nous communiquer les sujets en rapport avec la santé qui vous intéressent, il nous fera plaisir d'en traiter davantage avec l'aide des professionnels concernés par les sujets. L'adresse pour nous joindre :

5016, 48<sup>e</sup> Rue, C.P. 1325 Yellowknife NT X1A 2N9

Téléphone : (867) 920-2919, Télécopieur : (867) 873-2158, courriel : [santef@franco-nord.com](mailto:santef@franco-nord.com)

# Des championnes



Photos : Kathy Parisella Savignac

Bravo à l'équipe de filles de l'EASC pour sa victoire au tournoi de Super Soccer. De plus l'équipe s'est méritée le trophée de l'équipe la plus impressionnante du terrain. WOW!!!





Batiste W. Fosisy

# Imperial fait tressauter le pipeline et sa suite

La décision d'Imperial Oil d'interrompre l'exécution du projet gazier du Mackenzie soulève bien des commentaires.

Batiste W. Fosisy

Le 28 avril, la pétrolière Imperial Oil, le principal promoteur du Projet gazier du Mackenzie, a créé tout un émoi en annonçant qu'elle interrompait ses activités sur le terrain liées au mégaprojet de 7 milliards de dollars.

« Nous interrompons nos activités en raison de progrès insuffisants dans certaines zones-clefs que nous considérons fondamentales à la mise en chantier du projet », a déclaré le président d'Imperial Oil Canada, Micheal Yeager, lors d'un rare entretien avec la presse. La compagnie mieux connue sous le nom de sa marque de commerce, Esso, considère que les négociations avec les Autochtones sur l'accès aux terres sont trop loin d'un règlement et que le processus de révision du projet avance à un rythme trop lent. Imperial demande notamment qu'un échéancier ferme soit déterminé pour les futures audiences publiques.

La députée de Western Arctic et ministre d'État du Nord canadien, Ethel Blondin-Andrew, a commenté la nouvelle. La députée libérale a affirmé que le gouvernement canadien supportait le Projet gazier. « Nous partageons l'engagement du gouvernement d'aller de l'avant », a-t-elle dit.

La ministre s'est dit favorable au régime réglementaire actuel qui comprends plusieurs tables de négociations ainsi que deux processus de révision. Elle a laissé entendre qu'il serait néfaste de vouloir accélérer le processus. « Ces négociations sont complexes, a-t-elle dit. Mais tous les partenaires qui y participent doivent prendre le temps de recueillir tous les détails pour parvenir à conclure des ententes justes qui sont opportunes et respectent les intérêts de tous les intervenants. »

L'ex-premier ministre des TNO et actuel négociateur en chef de la communauté de Fort Good Hope dans les négociations avec les promoteurs du Projet gazier, Stephen Kakfwi, considère que les demandes des communautés sont raisonnables et n'est pas impressionné par le coup d'éclat d'Impérial. Selon lui, quoi qu'en dise la multinationale, les communautés cherchent d'abord à obtenir un règlement équitable. « À moins que nous agissions maintenant, tout le gaz naturel et le pétrole seront pillés de nos terres et tout le monde sera riche sauf nous », a-t-il déclaré à la CBC.

Le ministre de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement des TNO, Brendan Bell, a quant à lui plaider en faveur d'un rapprochement entre les parties. Le gouvernement des TNO, qui n'est pas impliqué dans les négociations, se propose comme médiateur afin de régler le plus rapidement possible cet empêchement.

Une nation autochtone du nord de l'Alberta a également mis en cause la déclaration d'Imperial Oil. La

nation Dene Tha, qui a conclu une entente l'an dernier avec Transcanada Pipeline en faveur de la construction d'un gazoduc qui irait de la fin du gazoduc du Mackenzie jusqu'à la ville de Fort McMurray, qualifie de « trompeur » la déclaration de la pétrolière. Selon eux, il s'agit d'une tentative d'outrepasser le régime réglementaire. « Nous sommes surpris de l'attitude et du ton geignard d'Imperial étant donné qu'il n'ont déposé qu'en octobre leur Énoncé d'incidence environnementale, a déclaré un porte parole de la nation Dene Tha, Cary Chonkolay. Le gazoduc, tel que proposé, pourrait rendre notre situation déjà précaire encore pire, à moins que le projet soit correctement étudié et révisé. »

## Écolo

Du côté des groupes environnementalistes préoccupés par le projet, on voit cette décision comme un caprice pour faciliter davantage l'accès à la multinationale au gaz du delta du Mackenzie.

Le Sierra Club du Canada, qui dirige la campagne Mackenzie Wild opposée au Projet gazier, parle d'un « non-sens ». « Les déclarations d'Imperial Oil sont un écran de fumée pour cacher le fait que les promoteurs ont bâclé l'étude environnementale », s'insurge la présidente du Sierra Club, Elizabeth May.

Le directeur de la campagne Mackenzie Wild, Stephen Hazell, n'arrive pas à comprendre en quoi le processus de révision peut paraître trop long. « L'Énoncé d'incidence environnementale a été déposée il y a tout juste sept mois, et depuis ce temps beaucoup de travail a été fait pour que nous puissions nous rendre à l'étape des audiences publiques. Franchement, je ne pense pas qu'il est juste de dire qu'il y a eu des problèmes à ce niveau-là. »

« Les régulateurs, les Premières nations et les résidents du Nord ne doivent pas être intimidés par cette ruse », tranche-t-il



Le projet de pipeline commence à soulever l'intérêt des groupes de pression du Sud comme le démontre cette affiche photographiée à Montréal.

Près de la  
moitié des  
jeunes de  
15 à 17 ans  
fument.

Faites en sorte  
que ce ne  
soit pas votre  
enfant.



[www.dontbeabutthead.ca](http://www.dontbeabutthead.ca)  
1 866-353-0338



Territoires du  
Nord-Ouest Santé et Services sociaux

Canada



# Inutile, le protocole de Kyoto ?

Des scientifiques affirment que les émissions de CO<sub>2</sub> ne sont pas responsables du réchauffement planétaire.

Un expert local en changements climatiques n'y croit pas.

Batiste W. Foisy

Une organisation appelée Friends of Science et l'Université de Calgarya récemment produit un court vidéo qui remet en cause l'idée que les émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) sont la source des changements climatiques observés partout sur la Terre. Dans *Climate Catastrophe Cancelled : what you are not being told about the science of climate change*, on insiste pour dire que le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre est « possiblement la plus grande erreur de ce siècle ».

Le Défi d'une tonne, la Journée sans voiture et les autres édifices gouvernementaux alimentés à l'énergie solaire seraient-ils inutiles ? Oui, répond le paléoclimatologue de l'université d'Ottawa Ian Clark qui a participé au controversé documentaire. « Le CO<sub>2</sub> est un gaz à effet de serre, c'est vrai. Mais il y a des gaz à effet de serre bien plus importants, la vapeur d'eau par exemple. C'est la vapeur d'eau qui réchauffe notre planète et la maintient autours de 30 degrés Celsius pour qu'elle soit confortable. Le CO<sub>2</sub> a un effet mineur », assure le chercheur.

Le Dr. David Malcom, directeur de l'organisme Arctic Energy Alliance basé à Yellowknife, a visionné le *Climate Catastrophe Cancelled*. Sans pour autant dénigrer le film, il affirme que cette version des faits ne concorde pas avec la thèse la plus largement répandue au sein de la communauté scientifique. Dans l'ACIA, une étude sur l'évolution du climat dans l'Arctique déposée l'automne dernier et cosignée par plus de 300 scientifiques du monde entier, rappelle-t-il, la corrélation entre les émissions de gaz carbonique et le réchauffement planétaire est clairement étayée.

Dans le film, on insiste pour dire que « le graphique en bâton de hockey », une représentation de l'évolution du climat depuis des dizaines de milliers d'année mis en relation avec le taux de CO<sub>2</sub> dans l'air nommé ainsi à cause de sa forme plutôt droite suivie d'une courbe vers le haut soudaine à la fin est erroné. Or ce graphique est la pièce à conviction la plus largement utilisée pour démontrer l'effet du CO<sub>2</sub> sur le climat. On la retrouve dans à peu près toutes les études traitant de ce sujet.

Pour le Dr Malcom, cette négation manque de rigueur.

« Évidemment, si vous partez du principe que le bâton de hockey est faux, c'est facile de dire qu'il n'y a pas de lien entre le CO<sub>2</sub> et le climat », tempère-t-il. Dans le film de Friends of Science, hormis des experts qui présentent une nouvelle version du graphique issue de leur recherches personnelles, rien n'atteste formellement cette théorie.

Un autre argument présenté dans le film est que les données sur le climat sont faussées par l'endroit où elles ont été colligées. « Dans les endroits bétonnés la température est plus chaude à cause de la modification de la surface. Il fait plus chaud en ville que dans la forêt, c'est normal. Si on se fit aux données récoltées en zones urbaines c'est sûr que l'on verra une augmentation de la température », explique Ian Clark.

David Malcom réfute cet argument. « L'endroit où

les hausses de températures les plus importantes ont été observées au Canada, c'est dans le delta du fleuve Mackenzie. Ce n'est pas en ville », assure le directeur d'Arctic Energy Alliance, carte du climat au Canada en main.

Une dernière thèse défendue par le film anti-Kyoto est que les efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sont plus politiques que scientifiques. « Ce sont les politiciens qui veulent Kyoto, déclare Ian Clark. Les scientifiques, comme moi, qui prennent le temps d'interroger les idées préconçues n'en veulent pas. »

À nouveau le Dr Malcom offre une perspective différente. « C'est en général plutôt le contraire, dit-il. Ce sont les scientifiques et les écologistes qui doivent faire pression pour que les politiciens passent à l'action. »

## Voyage en terre de Baffin



Photos : Patrice Lapointe

Du 22 au 26 avril, six élèves de l'École Allain St-Cyr se sont rendus à Iqaluit, sur l'Île de Baffin, pour participer aux événements Franco-Nord et Français pour l'avenir. Le coordonateur du Comité de coordination jeunesse, Patrice Lapointe, nous ramène quelques clichés.



### Avis public

Candidatures reçues :

N° de référence : MV2005C0012  
Objet : Prospection minière  
Endroit : Lac Pellatt  
Candidat : Peregrine Diamonds Ltd  
Les commentaires doivent être reçus d'ici le : 11 mai 2005

N° de référence : MV2005C0008  
Objet : Prospection minière  
Endroit : Carat Project  
Candidat : Diamondex Resources Inc  
Les commentaires doivent être reçus d'ici le : 16 mai 2005

N° de référence : MV2003L3-0010 (Modification)  
Objet : Licence d'eau municipale  
Endroit : Rae-Edzo  
Candidat : Hameau de Rae-Edzo  
Les commentaires doivent être reçus d'ici le : 13 mai 2005

N° de référence : MV2005X0011 & MV2005L8-0004  
Objet : Dragage  
Endroit : Hay River  
Candidat : Première nation de West Point  
Les commentaires doivent être reçus d'ici le : 19 mai 2005

Pour de plus amples détails,  
composez le (867) 669-0506  
ou envoyez un courriel à  
mvlwbpermit@mvlwb.com.  
[www.mvlwb.com](http://www.mvlwb.com)



Nous aidons les habitants et les entreprises de la vallée du Mackenzie à mettre les ressources en valeur de façon responsable.



# Moins cher pour acheter une maison

(APF) - Pour une deuxième fois en autant d’années, la Société canadienne d’hypothèques et logement (SCHL) annonce une réduction de ses primes d’assurance prêt hypothécaire. Ainsi, les personnes qui ont acheté ou achèteront une propriété après le 22 avril 2005, avec une mise de fonds de 5 %, ne payeront qu’une prime d’assurance hypothécaire de 2,75 % sur le montant de leur hypothèque. Ce taux était à 3,25 % il y a deux ans.

Selon la SCHL, un acheteur qui contracte un prêt hypothécaire de 120 000 \$, avec une mise de fonds de 5%, connaîtra une réduction des primes qui lui permettra d’économiser 600 \$.

Rappelons que l’assurance prêt hypothécaire protège les prêteurs contre les défauts de paiement et que la plupart des institutions financières l’exigent lorsque la mise de fonds de l’emprunteur est inférieure à 25 % du prix d’achat.

En fournissant une assurance prêt hypothécaire aux

prêteurs, la SCHL permet aux acheteurs d’obtenir un prêt hypothécaire avec une mise de fonds de 5 % à des taux d’intérêt comparables à ceux consentis aux emprunteurs dont la mise de fonds est d’au moins 25 %

Par ailleurs, la SCHL a également annoncé qu’elle éliminait aussi ces mêmes primes pour les ensembles de logements locatifs financés dans le cadre de l’Initiative fédérale en matière de logement abordable et qui sont destinés aux plus démunis.

La SCHL chiffre à quelque 200 millions de dollars par année le coût de ces nouvelles mesures.



## INSPECTEUR À CONTRAT - BOISSONS ALCOOLISÉES

Yellowknife, TNO

On a besoin des services d'un inspecteur à contrat pour assurer que les détenteurs de permis d'établissements licenciés et d'occasions spéciales se conforment aux dispositions de la *Loi sur les boissons alcoolisées* et ses règlements.

On demande de l'expérience dans le maintien de l'ordre de même que dans l'interprétation des lois et règlements. On demande également de bonnes habiletés en communications orales et écrites. Des inspections sont effectuées la fin de semaine et tard en soirée, en fonction des besoins.

La vérification du casier judiciaire est une condition préalable à cet emploi. Le candidat recherché doit fournir son propre moyen de transport.

Pour faire une demande : Chef, Permis et maintien de l'ordre, Commission des permis d'alcool, Bureau 210, 31, Capital Drive, Hay River NT X0E 1G2. Fax : (867) 874-6011.

Date limite : le 20 mai 2005, à 17 h.

Nous remercions toutes les personnes qui appliquent, mais nous ne communiquerons qu'avec celles qui sont choisies pour une entrevue.



## DEMANDE DE PROPOSITIONS

Concevoir et construire des logements pour les étudiants, Campus Thebacha

Concevoir et construire 18 unités pour les étudiants - Fort Smith, TNO -

Les propositions doivent parvenir au commis aux contrats, Division de la gestion des projets, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 390, 199, McDougal Road, Fort Smith NT X0E 0P0. Tél. : (867) 872-7406; fax : (867) 872-2171, au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 31 MAI 2005.

On peut se procurer les documents à l'adresse susmentionnée à partir du 25 avril 2005.

Afin d'être prises en considération, les propositions doivent être accompagnées de la garantie précisée dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter la proposition la plus basse ou toute proposition reçue.

Renseignements généraux : Gloria Schraeder  
Commis au contrats  
Gouvernement des TNO  
Tél. : (867) 872-7406

Renseignements techniques : Dwayne Woodward  
Gouvernement des TNO  
Tél. : (867) 872-7410

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'il y aura rencontre avant proposition qui se tiendra à 10 h 30, le 3 mai 2005, au 199, McDougal Road, à Fort Smith, TNO.



## DEMANDE DE DÉCLARATIONS D'INTÉRÊT

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée

La *Loi sur l'accès à l'information et à la protection de la vie privée* s'applique à tous les organismes publics du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, y compris tous les ministères et les sociétés d'État.

Rôle du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée

En tant que membre indépendant de l'Assemblée législative, le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée :

- examine les décisions des organismes publics du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest à savoir si l'on doit ou non donner accès aux dossiers du gouvernement;
- examine les plaintes portant sur l'utilisation, la collecte ou la divulgation de renseignements personnels par les organismes publics du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;
- effectue une recherche sur des questions touchant la réalisation des objets de la présente loi, ou charge une personne de le faire;
- peut faire des commentaires au sujet de l'incidence d'initiatives législatives ou de programmes gouvernementaux projetés sur la protection de la vie privée;
- dépose un rapport annuel à l'Assemblée législative.

### Compétences

Les candidats doivent posséder les compétences suivantes :

- expérience dans un rôle de direction;
- engagement ferme en ce qui a trait à l'avancement de l'accès à l'information et des droits de la protection de la vie privée;
- capacité de travailler dans un environnement délicat et d'établir de bonnes relations de travail avec de hauts fonctionnaires du gouvernement et autres personnes;
- grande intégrité personnelle et crédibilité;
- expérience en recherche et en analyse juridique, compétences particulières dans l'appréciation de preuves, l'évaluation des politiques et des procédures et de leurs répercussions sur les décisions, l'interprétation des lois et dans l'élaboration de recommandations et de résolutions;
- vaste expérience à travailler avec un échantillon représentatif de la population;
- capacités de rendre des décisions par écrit et de rédiger des rapports de façon opportune afin de renseigner les intervenants et le public sur la Loi.

### Nomination

Le candidat choisi sera nommé commissaire à l'information et à la protection de la vie privée par le commissaire des Territoires du Nord-Ouest sur recommandation de l'Assemblée législative pour une durée de cinq ans à titre inamovible. Le traitement pour ce poste contractuel se fera au fur et à mesure des services rendus. On ne doit pas considérer cette nomination comme un emploi à temps plein.

### Demandes

Pour être considérées, les personnes intéressées doivent envoyer leur demande, accompagnée d'un curriculum vitae et d'une lettre de présentation énumérant les compétences, les réalisations pertinentes, ainsi que trois références. Les demandes doivent parvenir à l'Assemblée législative à l'adresse qui suit **au plus tard le vendredi 13 mai 2005 à 17 h :**

Bureau de régie de l'Assemblée législative  
a/s Greffier de l'Assemblée législative  
C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9  
Fax : (867) 920-4735

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec madame Colette Langlois, directrice des services de recherche, au (867) 669-2213 ou au 1 800 661-0784.



## DEMANDE DE PROPOSITIONS

Conseiller en pavage pour le site de l'Assemblée législative

Le président de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest fait une demande de propositions auprès de personnes qualifiées afin de fournir des services de pavage pour le site de l'Assemblée législative.

On peut se procurer les documents de propositions à l'Assemblée législative, à partir du vendredi 29 avril 2005, auprès de Brian Thagard, sergent d'armes, Édifice de l'Assemblée législative, 4570, 48<sup>e</sup> Rue, Yellowknife NT X1A 2L9. Tél. : (867) 669-2228, fax : (867) 920-4735.

Veuillez faire parvenir votre proposition à :  
Brian Thagard, sergent d'armes  
Édifice de l'Assemblée législative  
C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9.  
Tél. : (867) 669-2228, fax : (867) 920-4735

Quand vous faites référence à cette demande, utilisez le numéro de référence RFP LA050413.

Les propositions doivent parvenir au plus tard à :

15 h, heure locale, le 18 mai 2005



## AVIS PUBLIC

# Restrictions de poids pour 2005

Le ministère des Transports imposera des restrictions saisonnières de poids sur des tronçons de routes déterminées.

Jusqu'à avis contraire, des restrictions de poids seront imposées sur les routes suivantes à compter de minuit une minute (24 h 01), le lundi 11 avril 2005, à tous véhicules dont la masse appliquée par les groupes d'essieux s'élève à 100 %.

Route 1	du km 0 au km 187
Route 2	du km 0 au km 49
Route 3	du km 0 au km 338
Route 5	du km 0 au km 266
Route 6	du km 0 au km 38
Route 8	du km 259 au km 269

Jusqu'à avis contraire, des restrictions de poids seront imposées sur les routes suivantes à compter de minuit une minute (24 h 01), le lundi 11 avril 2005, à tous véhicules dont la masse appliquée par les groupes d'essieux ne dépasse pas 75 %.

Route 1	du km 411 jusqu'à Fort Simpson (y compris la route d'accès de Fort Simpson)
Route 1	du km 471,3 au km 548
Route 7	du km 0 au km 254

La date limite des restrictions de poids sur les routes susmentionnées dépendra de l'état des routes et des conditions météorologiques. Un avis de 48 heures sera émis lorsque les restrictions seront levées.

Des restrictions de poids seront imposées sur le tronçon de route suivant à compter de minuit une minute (24 h 01), le lundi 11 avril 2005, à tous les véhicules dont la masse appliquée par les groupes d'essieux ne dépasse pas 75 %. Ces restrictions seront levées à minuit une minute (24 h 01), le lundi 14 novembre 2005.

Route 4	du km 4 au km 28
---------	------------------

Tout changement apporté à ces restrictions de poids fera l'objet d'un avis de 48 heures dont vous pouvez prendre connaissance en communiquant avec le service Info-route au **1 800 666-0750**.



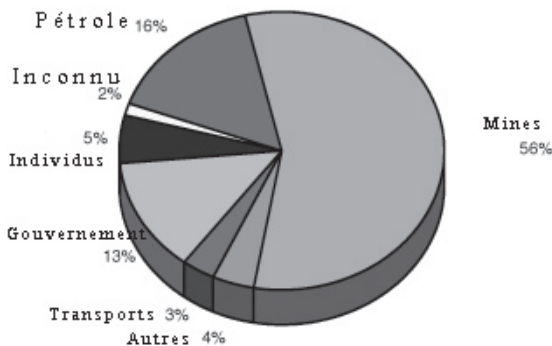
Déversements de produits toxiques aux TNO

Plus de 3 millions de litres en 2004

Batiste W. Foisy

Près de deux fois plus d’eaux usées que la normale ont été accidentellement déversées aux TNO durant l’année 2004. En revanche, la quantité globale de liquides toxiques déversés est en baisse.

Déversements par secteur



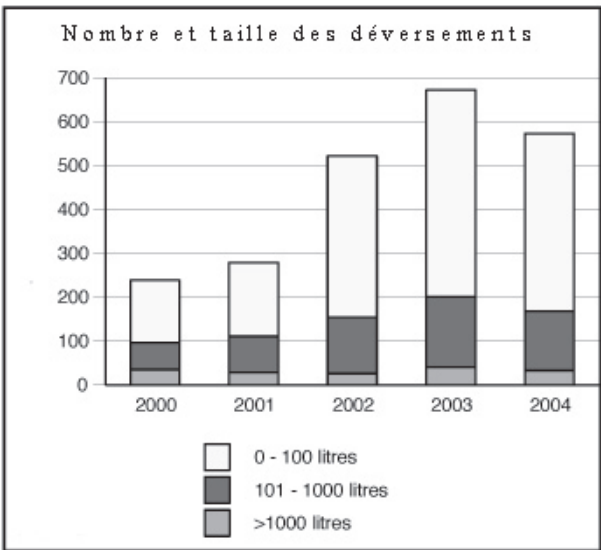
En 2004, 578 déversements accidentels de matière toxique ont été signalés aux TNO, alors que le total était de 672 en 2003. Soixante-dix pour cent de ces déversements concernaient des quantités inférieures à 100 litres.

Après les eaux usées (2,9 millions de litres), c’est le mazout (42 000 litres) qui a été la matière la plus déversée aux TNO. Viennent ensuite les produits chimiques (37 000 litres), l’huile à moteur (28 000 litres), le pétrole brut et la boue de forage (26 000 litres), l’essence (18 000 litres), et l’huile usagée (219 litres).

À elles seules, les industries pétrolières et minières ont été responsables de 72 % de tous ces déversements. Le secteur minier est responsable de 56 % des déversements, contre 16 % pour le secteur pétrolier. Le gouvernement a provoqué 13 % des déversements et les particuliers en ont causé 5 %.

Près des trois quarts des déversements (71 %) se sont produits dans la région du Slave Nord. La région du delta du Mackenzie est seconde à ce palmarès avec 13 % des déversements. Elle est suivie par le Sahtu (6 %), le Slave Sud (6 %) et le Deh Cho (4 %). Notons qu’il s’agit d’une baisse importante du nombre de déversements au Deh Cho où près de 200 déversements avaient été signalés l’an dernier.

Pour signaler un déversement de matière toxique, composez le numéro suivant : (867) 920-8130.



Territoires du Nord-Ouest Transports  
L'hon. Michael McLeod, ministre

APPEL D'OFFRES

Épandage d'un revêtement de surface granuleux CT100138

Charger, transporter et épandre un revêtement de surface granuleux - Routes 1 et 7 des TNO -

On peut faire parvenir les soumissions cachetées jusqu'à 15 heure, heure locale, le 18 mai 2005, au bureau du ministère des contrats du ministère des Transports de Fort Simpson, de Hay River ou de Yellowknife, conformément aux conditions précisées dans les documents d'appels d'offres.

On peut se procurer les documents auprès d'un bureau du ministère des Transports de l'une des communautés susmentionnées.

Il y aura rencontre avant soumission à 13 h 30, le 9 mai 2005, au 2<sup>e</sup> étage du B&R Rowe Centre, à Hay River.

Renseignements généraux : Diana Field  
Tél. : (867) 874-5010

Renseignements techniques : Gilles Roy  
Tél. : (867) 874-5019

Pour obtenir de l'information sur les contrats du ministère des Transports, consultez le site Web au <http://www.contractregistry.nt.ca/public>



Territoires du Nord-Ouest Ministère des Transports  
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Agrandissement du tablier nord - Phase II CT100082

Mélange de béton bitumineux chaud : 1500 tonnes;

Couche de base : 3800 tonnes;

Couche de fondation : 6000 tonnes;

Gravier bordant la voie de circulation : 250 tonnes;

Travaux de fraisage : 2000 m²;

Excavation : 1800 m³;

Installation de remblais granulaires existants appartenant au ministère : 2500 m³

- Aéroport de Yellowknife, TNO -

Les soumissions cachetées pour le travail demandé seront acceptées jusqu'à 15 h, heure locale, le 11 mai 2005, au bureau des contrats du ministère des Transports de Yellowknife, conformément aux conditions précisées dans les documents d'appel d'offres.

On peut se procurer les documents à partir du 25 avril 2005 à l'endroit susmentionné.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'il y aura une rencontre avant soumission qui se tiendra à 14 h, le 3 mai 2005 dans la salle de conférence de l'aéroport située au deuxième étage.

Renseignements généraux : BJ Tees-Heisler  
Tél. : (867) 920-6153

Renseignements techniques : Scott Golding  
Tél. : (867) 873-7845

On peut également se procurer de l'information sur les possibilités de contrats du ministère des Transports en consultant le site Web à <http://www.contractregistry.nt.ca/public>



Territoires du Nord-Ouest Ministère des Transports  
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Tapis de matériaux enrobés CT100096

Fournir et répandre à divers endroits entre le km 0 et le km 166 - Route 3, Yellowknife, TNO -

Les soumissions cachetées pour le travail demandé seront acceptées jusqu'à 15 h, heure locale, le 12 mai 2005, au bureau des contrats du ministère des Transports de Hay River ou de Yellowknife, conformément aux conditions précisées dans les documents d'appel d'offres.

On peut se procurer les documents à partir du 25 avril 2005 aux endroits susmentionnés.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'il y aura une rencontre avant soumission qui se tiendra à 13 h 30, le 5 mai 2005 au rez-de-chaussée du Highways Building, à Yellowknife.

Renseignements généraux : BJ Tees-Heisler  
Tél. : (867) 920-6153

Renseignements techniques : Rick Menard  
Tél. : (867) 873-7814

On peut également se procurer de l'information sur les possibilités de contrats du ministère des Transports en consultant le site Web à <http://www.contractregistry.nt.ca/public>



Territoires du Nord-Ouest Ministère des Transports  
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Tapis de matériaux enrobés CT100107

Fournir et répandre sur la route 5 entre le km 252 et le km 268; à divers endroits sur la route 1 et sur les routes d'accès de Fort Simpson et de Kakisa

Les soumissions cachetées pour le travail demandé seront acceptées jusqu'à 15 h, heure locale, le 12 mai 2005, au bureau des contrats du ministère des Transports de Hay River ou de Yellowknife, conformément aux conditions précisées dans les documents d'appel d'offres.

On peut se procurer les documents à partir du 25 avril 2005 aux endroits susmentionnés.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'il y aura une rencontre avant soumission qui se tiendra à 14 h 30, le 3 mai 2005 au deuxième étage du B&R Rowe Centre à Hay River.

Renseignements généraux : BJ Tees-Heisler  
Tél. : (867) 920-6153

Renseignements techniques : Rick Menard  
Tél. : (867) 873-7814

On peut également se procurer de l'information sur les possibilités de contrats du ministère des Transports en consultant le site Web à <http://www.contractregistry.nt.ca/public>



Territoires du Nord-Ouest Transports  
L'hon. Michael McLeod, ministre

DEMANDE DE PROPOSITIONS

Élargissement de la banquette de sécurité CT100153

Excavation, couche de fondation granulaire, couche de base granulaire et remplacement de caniveaux - du km 18 au km 25,3, Route Dempster, TNO -

Les soumissions cachetées pour le travail demandé seront acceptées jusqu'à 15 h, heure locale, le 20 mai 2005, au bureau des contrats du ministère des Transports d'Inuvik et de Yellowknife, conformément aux conditions précisées dans les documents d'appel d'offres.

On peut se procurer les documents à partir du 2 mai 2005 aux endroits susmentionnés.

Les entrepreneurs sont priés de noter qu'il y aura une rencontre avant soumission qui se tiendra à 13 h 30, le 10 mai 2005 au bureau du ministère des Transports, situé au deuxième étage de l'édifice Perry à Inuvik.

Renseignements généraux : Bernice Furlong  
Tél. : (867) 777-7343

Renseignements techniques : Arvind Vashishtha  
Tél. : (867) 777-7314

On peut également se procurer de l'information sur les possibilités de contrats du ministère des Transports en consultant le site Web à <http://www.contractregistry.nt.ca/public>



# Situation de la pauvreté chez les femmes francophones en milieu minoritaire

Stienne Alary

La Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises (FNFCF) connaît maintenant mieux le portrait d'une partie de sa clientèle. L'organisme vient de publier, à la fin avril, une recherche-action sur la pauvreté et les femmes francophones en milieu minoritaire.

Entreprise en 2002, cette recherche avait comme objectifs de connaître la situation de pauvreté des femmes francophones dans les provinces et territoires, de déceler les ressources et les services offerts à cette clientèle et d'identifier les besoins des femmes francophones pauvres vivant en contexte minoritaire.

Ultimement, cette recherche, menée par Cécile Coderre de l'Université d'Ottawa, en collaboration avec Madeleine Roy, coordonnatrice de la recherche à la FNFCF, a permis de développer sept recommandations sur lesquelles la fédération devra porter une attention particulière, notamment lors de son assemblée générale annuelle prévue pour les 22 et 23 mai à Ottawa.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la pauvreté n'est pas un phénomène rare pour une femme francophone vivant à l'extérieur du Québec. En effet, l'étude démontre, en quatre segments, qu'elles sont nombreuses à vivre potentiellement des situations de pauvreté. « On se doutait bien de la vulnérabilité des femmes francophones en situation minoritaire », confie Madeleine Roy.

Dans un premier temps, en se basant sur des données du Recensement 2001 en fonction des langues officielles, l'étude conclut que la presque majorité des femmes francophones sont le plus souvent concentrées dans les tranches de revenus de moins de 15 000 \$.

Ce pourcentage est le plus faible, à 29 %, au Yukon, suivi de la Colombie-Britannique et de l'Alberta à 41 % avant de dépasser le cap du 50 % dans les provinces maritimes et d'atteindre un sommet de 64 % à Terre-Neuve-et-Labrador.

Dans un second lieu, l'étude fait ressortir que les

femmes francophones occupent en majorité un emploi à temps partiel ou travaillent une partie de l'année seulement. C'est le cas de 48 % des femmes francophones du Manitoba, qui affiche le plus bas taux, et de 61 % des femmes de Terre-Neuve-et-Labrador, qui présente le taux le plus élevé.

Par ailleurs, un quart des femmes francophones de l'Est et 20 % des femmes de l'Ouest tirent leurs revenus de transferts gouvernementaux (pensions de retraite, assurance-emploi, prestation d'aide sociale entre autres).

Enfin, une proportion importante de femmes francophones a un niveau de scolarité inférieur à la 9<sup>e</sup> année ou encore ont entre une 9<sup>e</sup> à la 13<sup>e</sup> année comme plus haut niveau de scolarité atteint.

## Et les services là-dedans?

Comme le fait remarquer l'étude, l'accès aux services pèse souvent lourd dans la balance. « Oui, il y a de l'insuffisance par rapport à l'argent, mais l'accès aux ressources entre également en ligne de compte », énonce Madeleine Roy.

Elle ajoute que la pauvreté est quelque chose de ponctuel et que la situation pourrait être facilitée grâce à une offre de services adéquats.

Les auteures de l'étude donnent l'exemple des femmes vivant dans une région rurale ou semi-rurale où l'accès aux services est un problème du fait du manque de transport organisé. « Par exemple, en Nouvelle-Écosse, les femmes doivent revenir de la banque alimentaire

en faisant du pouce quelques fois sur une distance de 25 kilomètres », présente l'étude.

Fait à remarquer, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas participé à cette étude à laquelle près de 125 femmes francophones et 72 organismes ont contribué. « L'Ontario est en train de développer sa propre étude alors que du côté des TNO, il n'y a pas de groupe de femme », note Madeleine Roy.

## Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

### Infirmière-conseil - Soins à domicile

Division des services intégrés territoriaux  
Ministère de la Santé et des Services sociaux Yellowknife, TNO  
(Nous prendrons en considération les demandes d'affectation provisoire)

Le traitement est présentement à l'étude. En sus du traitement, l'employeur versera une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 49-002626HM-0003 Date limite : le 13 mai 2005

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Chef des ressources humaines, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 8<sup>e</sup> étage, Centre Square Tower, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 920-8636; fax : (867) 873-0281.

### Conseiller en exploitation des minéraux

Minéraux, pétrole et gaz  
Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement Yellowknife, TNO

Le traitement initial est de 36,13 \$ l'heure (soit environ 70 454 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 002628-0003 Date limite : le 13 mai 2005

### Chef, Programmes et évaluations

Société de développement des entreprises des TNO et d'investissement  
Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement Yellowknife, TNO

Le traitement initial est de 36,13 \$ l'heure (soit environ 70 454 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 002629-0003 Date limite : le 13 mai 2005

### Chef, Services aux entreprises

Société de développement des entreprises des TNO et d'investissement  
Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement Yellowknife, TNO

Le traitement initial est de 36,13 \$ l'heure (soit environ 70 454 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 2 302 \$.

N° du concours : 002630-0003 Date limite : le 13 mai 2005

Pour vous procurer une copie de la description de travail des trois postes ci-dessus et de l'annonce qui s'y rapporte, veuillez consulter le site Web du ministère à : <http://www.iti.gov.nt.ca/hr/opportunities.htm>

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Ressources humaines, Ministère de l'Industrie, du Tourisme et de l'Investissement, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 8<sup>e</sup> étage, Scotia Centre, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 920-8699; fax : (867) 873-0445; courriel : [denise\\_mcisaac@gov.nt.ca](mailto:denise_mcisaac@gov.nt.ca)

### Préposé aux licences d'alcool

Licences d'alcool et application de la législation  
Ministère des Finances Hay River, TNO

Le traitement initial est de 21,70 \$ l'heure (soit environ 42 458 par année), auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 3 366 \$.

N° du concours : 15-2632ME-0003 Date limite : le 13 mai 2005

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Finances et Administration, Ministère des Finances, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 873-7293; fax : (867) 873-0414; courriel : [jobs\\_fin@gov.nt.ca](mailto:jobs_fin@gov.nt.ca)

- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.
- Sauf indication contraire, l'anglais est la langue de travail des présent postes.
- L'employeur préconise un programme d'action positive - Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.



Territoires du Nord-Ouest

## Carrières et professions



ADMINISTRATION  
TERRITORIALE DES SERVICES  
DE SANTÉ DE STANTON

L'employeur préconise un programme  
d'action positive.  
Il est interdit de fumer au bureau.

### Secrétaire - gestion du matériel (Poste à temps plein, à durée indéterminée)

Le traitement initial est de 21,70 \$ l'heure, auquel s'ajoute une allocation de vie dans le Nord de 1,18 \$ l'heure.

N° du concours : 2005-002579GQ  
Date limite : le 6 mai 2005

La vérification du casier judiciaire et un certificat de santé sont des conditions préalables à cet emploi. Nous établirons une liste de candidats admissibles que nous conserverons pendant 12 mois.

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante :  
Adjoint aux ressources humaines  
Services aux employés  
Administration de santé territoriale Stanton  
C.P. 10, Yellowknife NT X1A 2N1  
Téléphone : (867) 669-4113 Fax : (867) 669-4209  
Courriel : [srh\\_human\\_resources@gov.nt.ca](mailto:srh_human_resources@gov.nt.ca)

Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du  
programme d'action positive du gouvernement, les candidats  
doivent clairement en établir leur admissibilité.

## DEH CHO Health and Social Services

“Nezu Gots'endfh Gha Gots'ahodi”

### Travailleur social communautaire III

Poste à temps plein, Fort Simpson NT  
Le traitement initial est de 32,11 \$ l'heure (soit environ 62 615 \$ par année), auquel s'ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 6 150 \$ et un régime complet d'avantages sociaux.

N° du concours : 2005-2627 Date limite : Ouvert

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Division des ressources humaines, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 8<sup>e</sup> étage, Centre Square Tower, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (867) 920-8637; fax : (867) 873-0281.

- Nous prendrons en considération des expériences équivalentes
- Il est interdit de fumer au bureau
- L'employeur préconise un programme d'action positive



Commission des accidents du travail  
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut

### FORMATEUR EN SÉCURITÉ Iqaluit, NU

Traitement : Le traitement initial est de 30,88 \$ l'heure (soit environ 60 420 \$ par année).  
Allocation de vie dans le Nord : 4,97 \$ l'heure (9 701 \$ par année).

N° du concours : SR05/12 Date limite : le 13 mai 2005

La vérification du casier judiciaire est une condition préalable à cet emploi.

Vous pouvez vous procurer la description de travail de ce poste à : [www.wcb.nt.ca](http://www.wcb.nt.ca)

Faire parvenir sa candidature à l'adresse suivante : Ressources humaines, Commission des accidents du travail des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut, 3<sup>e</sup> étage, Centre Square Tower, C.P. 8888, Yellowknife NT X1A 2R3. Téléphone : (867) 920-3888 ou 1 800 661-0792 (sans frais); fax : (867) 873-4596 ou 1 866 277-3677; courriel : [resumes@wcb.nt.ca](mailto:resumes@wcb.nt.ca)

Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du  
Programme d'action positive, les candidats doivent clairement en  
établir leur admissibilité.  
L'employeur préconise un programme d'action positive.  
Il est interdit de fumer au travail.



# Quand le bonbon est dans l’emballage...

Batiste W. Foisy

Les 3 et 4 mai derniers, une exposition de photos sur la pandémie du sida au Suriname était présentée au Northern United Place de Yellowknife. *L’Aquila* y a traîné Jean de Dieu Tuyishime qui, avant d’immigrer au Canada, a pratiqué la médecine au Rwanda, un pays gravement touché, lui aussi, par cette maladie.



La photographe Julia Wong s’entretient avec Jean de Dieu Tuyishime. Les deux ont vu, sur le terrain, les ravages du VIH/sida.

La photographe Julia Wong nous reçoit et nous présente ses œuvres. « Elle, c’est une dame qui fait de la prévention du VIH/sida. Elle est infectée, elle-même. C’est une des rares personnes au Surinam à s’afficher comme séropositive. En général les gens se cachent. »

Cette histoire-là, Jean de Dieu la connaît par cœur.

« C’est un problème dans mon pays aussi. Maintenant, à cause de l’ampleur du problème, les gens parlent plus ouvertement de la maladie. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire. »

Prochaine photo. Une activiste explique à des jeunes comment utiliser le condom. « Les gens n’utilisent pas le prés-

servatif. C’est un gros problème », commente la photographe.

« Ouille, ouille, ouille, renchérit Jean de Dieu. Au Rwanda, les gens disaient “on ne goûte pas le bonbon quand il est dans son emballage”. Vous comprenez ? »

Rapidement la conversation tourne au sujet des mythes qui contribuent à la transmission du virus. Au Surinam, raconte Julia Wong, les veuves doivent avoir des relations sexuelles (généralement non-protégées) avec un proche du mari décédé avant de pouvoir se remarier. « C’est pour se nettoyer », explique-t-elle.

Au Rwanda, se rappelle Jean de Dieu, les sidéens croyaient qu’on pouvait se guérir en ayant des relations sexuelles non protégées avec une jeune fille vierge. « Il y a beaucoup d’adolescentes qui se font violer et qui attrapent le sida », déplore-t-il.

Alors Jean cet expo ? « C’est bien, répond-t-il, mais il faudrait aussi montrer des images des victimes du sida. Voir les gens qui lutte c’est bien, mais il faut voir contre quoi on se bat. [...] Le sida, c’est terrible. Les gens n’ont plus que la peau sur les os. On dirait des cadavres », dit-il le visage crispé de souvenirs.

Une autre partie de l’exposition était consacrée aux indigènes du Guatemala, victimes de répressions de la part du gouvernement guatémaltèque. Une photo montrait une manifestation organisée contre l’ouverture d’une mine d’or opérée par une compagnie canadienne. « Les manifestants, explique la photographe Lori Willocks, sont opposés à la mine car ils craignent qu’elle ne contamine leurs terres agraires. Les mines d’or laissent de dépôt d’arsenic. »

Mais ça, c’est une autre histoire...

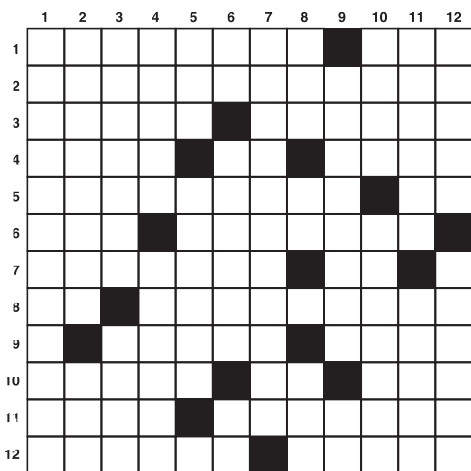
Batiste W. Foisy

# X

## MOTS CROISÉS

Les mots croisés de chez nous

PROBLÈME NO 854



HORIZONTALEMENT

- 1- Rotation des roues motrices d’un véhicule. – Signal sonore.
- 2- Exploitation d’une érablière.
- 3- Ver parasite de l’intestin. – Possédèrent.
- 4- Tu déplaceras. – Séraphin en faisait son péché. – Marcherai.
- 5- Oiseau migrateur. – Dans le gîte.
- 6- Mammifère. – Os des jambes.
- 7- Ennuiera. – Ils sont contenus dans une once.
- 8- Possède. – Personnes lentes et négligentes.
- 9- Corps embaumé. – Résidus des liquides.
- 10- Crier en parlant du chevreuil. – On les trouve dans les ronces. – Je vous salue Marie.

11- Va ça et là à l’aventure. – Position debout.

- 12- Arrêts des liquides organiques circulant comme le sang. – Léger, agile.

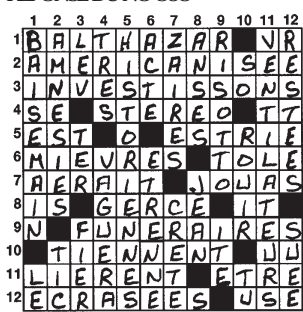
VERTICALEMENT

- 1- Sinistres, inquiétants.
- 2- Rendrai tranchant. – Habilité, talent.
- 3- Qui adhèrent fortement. – Regarda en visant.
- 4- Donna les couleurs de l’arc-en-ciel. – Rideaux.
- 5- Ne reconnut pas. – Liquide séminal de l’homme.
- 6- Ils sont au centre d’une race. – Risquerai. – Doublee.
- 7- Redonneraient la santé.
- 8- Choisi. – Drame lyrique japonais. – Épaississement de la peau.

9- Qui dure trois ans. – Personnel.

- 10- Massacrer. – Prononçais en criant quelques paroles.
- 11- Décorais. – Zélé pour la religion.
- 12- Très jeune. – Porte avec violence.

RÉPONSE DU NO 853



## Horoscope

SEMAINE DU 8 AU 15 MAI 2005

ANNIVERSAIRES :

- 12 mai GABRIEL FOURÉ (Taureau-Serpent)  
13 mai STEVIE WONDER (Taureau-Tigre)



Bélier

**BÉLIER**

Semaine importante au plan financier. Vous commencez à comprendre des choses qui vous aideront. Tout peut vous être utile, n’en doutez pas.



Taureau

**TAUREAU**

Vous pouvez aller vers des situations magnifiques. Vous commencez à voir ce qui vous revient. Vous êtes sur le point d’évoluer rapidement. Soyez confiant.



Gémeaux

**GÉMEAUX**

Vous allez vers de nouvelles amitiés. Plusieurs choses du passé n’ont plus d’importance à vos yeux. Vous pouvez très bien tout entreprendre avec bonheur.



Cancer

**CANCER**

Vous êtes dans une période où tout demande beaucoup d’efforts. Vous savez arriver à vos fins au plan professionnel. Vous avez beaucoup d’énergie.



Lion

**LION**

Vous devenez plus sûr de vous. Vous allez vers des situations de grandes chances. La planète Jupiter vous favorise sur tous les plans.



Vierge

**VIERGE**

La planète Saturne vous oblige à vous rendre compte de plusieurs choses par vous-même. Vous êtes obligé de savoir ce qui vous convient. Votre sens des valeurs évolue correctement.



Balance

**BALANCE**

Vous devenez plus apte à mieux vivre. Votre vie s’en trouve modifiée. Vous allez vers des changements astucieux. Tout est très bien.



Scorpion

**SCORPION**

Vous devenez plus libre moralement. Vous ne vous faites plus de mal avec des riens. Vous savez ce qui peut vous porter chance.



Sagittaire

**SAGITTAIRE**

Vous allez vers des changements capitaux dans le domaine de votre organisation de vie. Vous savez ce qui peut vous être utile. Tout est important pour vous.



Capricorne

**CAPRICORNE**

Vous pouvez vous sortir de plusieurs difficultés. Vous avancez vers des choses qui vous donneront du bonheur. Croyez-y fermement.



Verseau

**VERSEAU**

Votre vie est en train de vous apporter beaucoup de joies. Cela vous rend confiant face à l’avenir. Ne doutez pas de votre style de vie.



Poissons

**POISSONS**

Vous avez de grandes choses à apprendre et vous le faites très bien. Vous êtes capable de devenir fort moralement. Tout est en train de devenir meilleur.